

16 juin 2022

Sujet: Communiqué de presse du GOPA en lien avec les élections présidentielles en Colombie

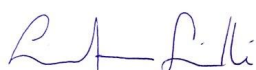
Le Groupe d'orientations politiques pour les Amériques (GOPA) est un réseau national qui rassemble plus de 20 ONGs de développement international, des organisations de défense des droits humains et des organisations confessionnelles, des syndicats, des groupes de solidarité et des institutions de recherche. Il a plus de 30 ans d'expérience de travail pour les droits de l'homme et la justice en Amérique latine, y compris en Colombie.

Le GOPA exprime sa solidarité avec le peuple colombien dans sa lutte pour un processus démocratique libre, pacifique et transparent lors du second tour des élections présidentielles prévu le 19 juin 2022. Nous sommes profondément préoccupés par les rapports suivants reçus de nos partenaires locaux :

- Avant le premier tour, les observateurs électoraux internationaux ont été empêchés d'entrer dans le pays. L'accompagnement et l'observation internationale des élections sont une pratique régulière dans le monde entier afin de garantir des élections équitables et transparentes.
- Une forte présence d'acteurs armés, dont plusieurs groupes paramilitaires, semble avoir empêché un nombre important de "ressortissants colombiens" de voter le 29 mai 2022. Nous craignons qu'un scénario similaire ne se répète lors du second tour des élections.
- Le RNEC, l'organisme responsable du déroulement technique et opérationnel de l'élection, n'a pas assuré un audit interne ou externe approprié du logiciel électoral. Des inquiétudes ont été soulevées au sujet d'irrégularités spécifiques concernant les divers logiciels utilisés dans le processus électoral et d'irrégularités dans le décompte final des voix pour les élections au Congrès et le premier tour des élections présidentielles.
- La destitution de représentants élus, dont Daniel Quintero, maire de Medellin, par le bureau du procureur général sape la confiance dans le processus électoral.

Enfin, nous notons que les élections se sont déroulées dans un contexte peu propice à la pleine participation de la population colombienne, étant donné les assassinats, les attaques et les intimidations incessantes à l'encontre des défenseurs des droits humains, ainsi que les menaces de mort contre les candidats politiques. Depuis le début de l'année 2022, soixante-dix-neuf leaders sociaux et défenseurs des droits humains colombiens ont été assassinés, selon l'ONG colombienne [Indepaz](#).

Nous soutenons le droit des Colombiens d'exercer leur droit démocratique de voter lors des prochaines élections présidentielles dans un contexte transparent et exempt de violence, d'intimidation et d'ingérence politique et militaire. Nous dénonçons tout déplacement forcé de communautés et toute intimidation qui pourraient empêcher les Colombiens d'exercer leur droit de vote. Nous exhortons les autorités colombiennes à faire en sorte que le second tour des élections à venir se déroule sans entrave et contribue aux efforts à long terme pour construire une paix juste et durable.



Lise-Anne Léveillé, Inter Pares
Co-présidente, GOPA



Deanna Fasciani, CoDev
Co-présidente, GOPA